

Affaire du « Bonnet rouge »

Inventaire réalisé par **C-E. LADJIMI**
Master 2 de sociologie politique (UFR de SJAP, Université de Paris 10)
Année universitaire 2007-2008

Référence : FR BDIC F Δ 80 RES

Dates extrêmes : 1917 – 1928

Niveau de description : au dossier

Importance matérielle : 7 dossiers, 49 pièces

Contenu : manuscrits, coupures de presse, tirés à part, brochures ayant trait à la révision du procès du « Bonnet rouge », octobre-novembre 1928

Créateur : don probable de la LDH

Tri et élimination : néant

Restriction d'accès : aucune

Restriction d'utilisation : la publication de documents inédits est soumise à l'autorisation de la BDIC

Mention recommandée pour une publication : BDIC, F Δ 80 RES

Langue et écriture des documents : français

Termes d'index :

Sujets : France / Politique et gouvernement / 1914-1940
France / Procès politiques / 1900-1945
France / Mutineries / 1914-1918
France / Pacifisme / 1900-1945

Noms de personnes : Caillaux, Joseph
Corcos, Fernand
Landau, Jacques
Malvy, Louis
Nivelle, Robert Georges
Pétain, Philippe
Vigo, Eugène Bonaventure

Date de la description : 20/02/2008

Affaire du « Bonnet rouge »

- Inventaire des documents -

Dossier N° 1 :

Plaidoirie de Me Fernand Corcos, Défenseur de Jacques Landau – Révision du procès du Bonnet rouge, Chambre des mises en accusation, Cour d'appel de Paris, Audience du 30 octobre 1928 – 107 pages dactylographiées.

Témoignage de Joseph Caillaux, Sénateur, Président du Conseil général de la Sarthe et ancien ministre de l'Intérieur, comparant devant la Cour d'appel de Paris le 6 octobre 1928 – 12 pages manuscrites.

Extrait du Procès-verbal de la comparution de Leymarié, Chef de Cabinet du Ministre de l'Intérieur en 1917 – 23 pages manuscrites.

Dossier N°2 :

Révision du procès du Bonnet rouge, Chambre des mises en accusation, Cour d'Appel de Paris, 24 novembre 1928 – 7 pages dactylographiées.

Dossier N°3 :

Plaidoirie de Me Henry Torres, Défenseur de Jean Goldschild – Révision du procès du Bonnet rouge, Chambre des mises en accusation, Cour d'appel de Paris, Audiences des 23 et 30 octobre 1928 – 176 pages dactylographiées.

Dossier N°4 :

Plaidoirie de Me Pierre Loewel, Défenseur de Jacques Landau – Révision du procès du Bonnet rouge, Chambre des mises en accusation, Cour d'appel de Paris, Audience du 6 novembre 1928 – 121 pages dactylographiées.

Dossier N°5 :

Déposition de Victor Henri Berenger, Sénateur, 3^{ème} Conseil de Guerre, 9 octobre 1917 – 8 pages dactylographiées.

Lettre du Général Nivelles au Ministre de la Guerre, annexe à la déposition du Sénateur Berenger, 1917 – 4 pages dactylographiées.

Rapport du Commissariat spécial de Police des Etablissements militaires de Bourges, annexe à la déposition du Sénateur Berenger, 2 avril 1917 – 4 pages dactylographiées.

Rapport confidentiel du Service des Renseignements aux Armées relatif à la Propagande pacifiste, annexe à la déposition du Sénateur Berenger, 15 mai 1917 – 6 pages dactylographiées.

Dossier N°5 (suite) :

Lettre du Général Pétain au Ministre de la Guerre, annexe à la déposition du Sénateur Berenger, 29 mai 1917 – 4 pages dactylographiées.

Lettre du Général Pétain au Ministre de la Guerre, annexe à la déposition du Sénateur Berenger, 23 juin 1917 – 1 page dactylographiée.

Lettre accompagnant l'envoi de trois courriers de Pierre Damiron concernant les mutineries de Coevres, annexe à la déposition du Sénateur Berenger, 3 octobre 1917 – 1 page dactylographiée.

Lettre de Pierre Damiron relative aux agents provocateurs dans les mutineries de Coevres, annexe à la déposition du Sénateur Berenger, 2 juin 1917 – 3 pages dactylographiées.

Lettres de Pierre Damiron à Chesneau, assistant du Sénateur Berenger, annexes à la déposition du Sénateur Berenger, 30 août au 16 septembre 1917 – 3 pages dactylographiées.

Dossier N°6 :

Correspondance sur l'affaire du Bonnet rouge (Maîtres Torres et Landau), 28 septembre 1926 au 30 juin 1927 – 11 pages dactylographiées.

Dossier N°7 :

Fascicules de la « Revue des causes célèbres » relatifs à l'affaire du Bonnet rouge, numéros 6 à 11, du 6 mai au 10 août 1918 – 6 pièces.

Fascicules de la « Revue des grands procès contemporains » relatifs à l'affaire du Bonnet rouge, numéros 7 à 10, de juillet 1917 à juillet 1918 – 4 pièces.

Affaire du « Bonnet rouge »

- Présentation -

Publication anarchiste et satirique créée par Eugène Bonaventure Vigo, le *Bonnet rouge* fut fondé le 22 novembre 1913. Hebdomadaire à ses débuts, il devient quotidien en mars 1914 et paraîtra jusqu'en 1917 (quelques numéros sont publiés en 1922).

Eugène Bonaventure Vigo (1885-1917), petit-fils d'un viguier d'Andorre et père du cinéaste Jean Vigo (1905-1934), choisit très tôt d'oublier ses origines et son nom pour prendre le pseudonyme de Miguel Almereyda (anagramme de : y a de la merde !). Alors qu'il est apprenti photographe, il est fiché à l'âge de dix-sept ans pour ses opinions politiques d'extrême gauche. Plus tard, il fonde un groupuscule révolutionnaire (les *Jeunes gardes révolutionnaires*) ainsi que le journal *La Guerre sociale*. En 1905, il adhère à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Quelques années après, en 1913, il lance le *Bonnet rouge*, « organe de la défense républicaine », qui connaît rapidement un très grand succès et devient l'ennemi juré du mouvement politique royaliste l'Action française.

Le courage et le talent polémique de E. B. Vigo vont lui valoir argent et renommée mais aussi emprisonnements multiples. En 1914, au moment de la conscription militaire, il participe à l'appel à la désertion lancé par l'Action internationale Antimilitariste. Avec l'entrée en guerre de la France, le gouvernement limite la liberté de la presse. La publication d'articles portant atteinte à la sécurité nationale ou au moral des troupes et de la population est interdite.

Or la ligne éditoriale du *Bonnet rouge* est à la fois antimilitariste et internationaliste, ce qui ne manque pas de provoquer l'intervention fréquente de la censure républicaine. Par ailleurs, la trésorerie du *Bonnet rouge* bénéficie de fonds suspects en provenance de l'étranger. Pour la droite et l'extrême droit, Vigo n'est rien de moins qu'un traître dont il faut se débarrasser à tout prix. À cela s'ajoute la publication par le *Bonnet rouge*, à la demande du ministre des Finances Joseph Caillaux, d'articles prenant la défense de sa femme, Henriette Caillaux, accusée du meurtre de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*. Calmette avait mené une violente campagne contre Caillaux à qui il reprochait sa politique de rapprochement franco-allemand. Mme Caillaux, prise d'un coup de folie, l'avait assassiné.

Fidèle à ses idées mais impliqué dans des intrigues financières et politiques, Vigo est finalement accusé d'intelligence avec l'Allemagne et arrêté durant l'été 1917. Peu après, au petit matin du 14 août, on le retrouve « suicidé » dans sa cellule de Fresnes. Il a été étranglé avec ses lacets de bottines. Caillaux mais aussi le ministre de l'Intérieur Louis Malvy, proche de Vigo et partisan d'une Paix blanche, sont arrêtés peu après. Ils comparaitront tous deux devant la Haute Cour de justice, le premier sera condamné à une peine de prison, le second, au bannissement.

De Léon Daudet à Georges Clemenceau, l'affaire du « Bonnet rouge » va, dès lors, être largement exploitée par tous les partisans de la guerre à outrance.

C.E. Ladjimi